

ESTÉREL CÔTE D'AZUR AGGLOMÉRATION**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION**

Nombre de Conseillers

En exercice : 21
Présents : 16

Séance du :

9 décembre 2022

Date de publication :

16 décembre 2022

L'an deux mille vingt-deux, le neuf décembre à neuf heures, le Bureau communautaire d'Estérel Côte d'Azur Agglomération régulièrement convoqué le 2 décembre 2022 s'est réuni à la communauté d'agglomération, sous la Présidence de M. MASQUELIER, Président.

PRESENTS :

MASQUELIER Frédéric - RACHLINE David - BOUDOUBE Paul - CHARLIER DE VRAINVILLE Gérard - MARCHAND Charles - ISEPPI Stéphane - CHIODI Josiane - LEMAITRE Didier - LONGO Gilles - JEANPERRIN Brigitte - SOLER Annie - HUMBERT Cédric - LOMBARD Danièle - REGGIANI Jean-Paul - BOYER Max - LEROY Carine.

REPRESENTES : Conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, ont donné pouvoir de voter en leur nom : DECARD Guillaume donne procuration à CHIODI Josiane - ARENAS Martine donne procuration à BOUDOUBE Paul - LANCINE Brigitte donne procuration à MARCHAND Charles - DELAUNAY KAIDOMAR Françoise donne procuration à ISEPPI Stéphane - MARTY Nicolas donne procuration à JEANPERRIN Brigitte

SECRETAIRE DE SEANCE : M. MARCHAND.

FONCTION PUBLIQUE

*

ADOPTION DU PROTOCOLE SUR LE TEMPS DE TRAVAIL

*

- N° 169 -

M. BOUDOUBE, Vice-Président, expose :

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

VU la loi n°2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées,

VU la loi n°2019-828 de transformation de la fonction publique du 6 août 2019- article 47 abrogeant le fondement législatif du maintien des régimes dérogatoires mis en place avant la loi n°2001-2 du 3 janvier 2000,

VU le décret n°2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'ARTT pour la fonction publique d'état,

VU le décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'ARTT dans la fonction publique territoriale,

VU le décret n°2004-878 du 26 août 2004 modifié relatif au compte épargne temps dans la fonction publique territoriale,

Décret n°2018-1305 du 27 décembre 2018 modifiant certaines dispositions relatives au compte épargne temps dans la Fonction Publique Territoriale,

VU le décret n°2020-287 du 20 mars 2020 relatif au bénéfice de plein droit des congés accumulés sur le compte épargne-temps par les agents publics,

VU la circulaire ministérielle n°10-007135 D du 31 mai 2010 relative à la réforme du compte épargne temps dans la fonction publique territoriale,

VU la circulaire n°17-10891C du 31 mars 2017 relative à l'application des règles en matière de temps de travail dans les trois versants de la fonction publique,

VU la délibération du 30 juillet 2018 relative au règlement intérieur sur l'organisation du temps de travail,

VU l'avis du comité technique du 10 novembre 2022,

VU l'avis de la Commission des assemblées,

Considérant que conformément à l'article 47 de la loi n°2019-828 de transformation de la fonction publique du 6 août 2019, les collectivités sont soumises au respect de la réglementation relative au temps de travail et notamment à une durée annuelle égale à 1607 heures en incluant la journée de solidarité.

Considérant que la communauté d'agglomération Estérel Côte d'Azur agglomération s'est engagée dans une démarche de réflexion visant à établir un diagnostic sur l'organisation du temps de travail actuelle, analyser les différentes pratiques en matière de gestion du temps, et vérifier l'adéquation des horaires pratiqués au regard des besoins de la population et des contraintes de service.

Considérant que ce diagnostic et les nouvelles modalités de temps de travail ont été l'objet d'une large concertation avec l'ensemble des agents et les représentants du personnel, de manière à définir une organisation horaire qui tienne compte des spécificités des missions de notre collectivité et des services à offrir à nos administrés.

Dès lors, il vous est proposé un nouveau protocole sur le temps de travail qui définit la mise en œuvre des 1607h annuelles ainsi que les modalités et pratiques de gestion du temps de travail et des absences de toute nature dans le respect des dispositions réglementaires.

Ce document servira de référence pour les agents, les encadrants et les nouveaux arrivants.

La mise en place de ce nouveau protocole relatif à l'organisation du travail qui sera applicable aux agents de la Collectivité dès janvier 2023 devra répondre ainsi à trois objectifs majeurs :

- Amélioration de l'organisation du temps de travail pour définir précisément les cycles horaires adaptés aux nécessités de service et aux besoins des usagers dans le cadre des politiques publiques mises en œuvre par notre collectivité dans une logique d'amélioration du service public.
- Harmonisation des règles de gestion du temps entre directions et entre agents afin de garantir une équité de traitement en matière d'organisation du temps de travail.
- Application de la réglementation relative au temps de travail en vigueur.

A la suite de cet exposé,

le Bureau communautaire est invité à :

ABROGER et **REEMPLACER** la délibération du 30 juillet 2018 ayant pour objet l'aménagement et la réduction du temps de travail (ARTT) par la présente délibération ;

AUTORISER Monsieur le Président ou son représentant en charge des Ressources Humaines à signer le protocole sur le temps de travail et tout document s'y rapportant.

LE BUREAU,

APRES avoir entendu l'exposé de **M. BOUDOUBE, Vice-Président,**
ET A LA DEMANDE de M. LE PRESIDENT,
APRES en avoir délibéré,

À L'UNANIMITÉ des MEMBRES PRÉSENTS et REPRESENTÉS, **ADOpte LA DÉLIBÉRATION.**

FAIT et **DELIBERE** en séance les jours, mois et an que dessus.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Président

Frédéric MASQUELIER